

LE TEMPS

Conjoncture Mercredi 15 juin 2011

La vigueur persistante du franc commence à freiner la croissance en Suisse

Par Philippe Gumy

Le Seco ne table plus que sur une hausse du PIB de 1,5% en 2012. Le chômage risque de rebondir

«Compte tenu de la force très marquée de la monnaie helvétique, il y a lieu de s'attendre à ce que l'essor conjoncturel que la Suisse connaissait jusqu'à présent marque le pas, malgré une conjoncture intérieure qui devrait rester solide, notamment dans la construction.» Dans ses dernières prévisions publiées mardi, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) ne cache désormais plus sa nervosité. Certes, les exportations ont tenu le choc de 1 euro à 1,30 puis maintenant 1,20 franc, mais les entreprises subissent «une lourde perte de compétitivité-prix», explique le Groupe d'experts de la Confédération. Qui poursuit en soulignant que le processus de baisses des prix consenties par de nombreux exportateurs «ne pourra pas être renouvelé sans cesse». Si le franc reste à ces niveaux face à l'euro et au dollar, du jamais-vu, l'industrie devrait en subir les conséquences négatives dans le courant du second semestre, puis en 2012.

Sur la base de cette analyse, le Seco revoit donc logiquement ses prévisions à la baisse. Il maintient certes une attente de progression du produit intérieur brut (PIB) inchangée de 2,1% pour cette année, mais ramène ce taux à 1,5% pour 2012, contre 1,9% évoqué jusque-là.

Institut Créa mis à part (qui n'attend qu'une croissance de 1,1% en 2012), Berne se positionne désormais comme l'un des prévisionnistes les plus pessimistes du pays. Le Seco va même plus loin en agitant le spectre d'une remontée du chômage dès le courant de 2012. Le taux, qui se situe actuellement à 2,9%, pourrait ainsi passer de 3,1% en moyenne sur 2011 à 3,3% en 2012. «Les petites et moyennes entreprises (PME) qui fabriquent des produits de masse et ne peuvent diversifier leurs achats à l'étranger pour bénéficier de gains sur les changes commencent à souffrir», abonde Janwillem Acket, chef économiste chez Julius Baer. Les grandes sociétés optimisent, de leur côté, de plus en plus leurs dépenses, à l'instar du fabricant de trains Stadler Rail, qui va faire passer de 20 à 30% la part des composants fabriqués à l'étranger. Si le phénomène se généralisait, cela signifierait immanquablement des pertes d'emplois en Suisse.

Tout le monde ne partage toutefois pas cette vision des choses. Directeur de Manpower Suisse, Urs Schüpbach n'hésite ainsi pas à dire que le Seco «est beaucoup trop prudent». Il en veut pour preuve la dernière étude de sa société sur les perspectives d'emploi en Suisse au troisième trimestre, présentée hier à Lausanne, qui s'affiche désormais à +7% en données désaisonnalisées (soustraction des patrons anticipant une hausse de l'embauche à ceux prévoyant une baisse des effectifs). Six régions sur sept, dont l'Arc lémanique, sont en progression.

Economiste chez Pictet, Bernard Lambert oscille quant à lui entre les deux positions. «La théorie économique nous dit que les changes ont un impact sur les exportations, mais nous n'avons rien vu de négatif jusqu'ici. Au contraire. Mais un ralentissement conjoncturel est probable en Suisse», conclut-il.

